

MANIFESTATION DE L'UFISC

(Paris, 29 février 2008 – Place du Palais Royal)

INTERVENTION FINALE DE LOUIS JOINET, PRÉSIDENT DE L'UFISC

Bonjour à tous, amis et professionnels du spectacle vivant. Bienvenue à vous, amis du cinéma, des arts plastiques, du multimédia et de l'éducation populaire avec qui nous sommes solidaires

Et maintenant, quelles propositions politiques pour la suite ?

Je crois qu'ensemble nous pouvons tout d'abord faire trois constats.

1^{er} constat. Réunir en plein après-midi, en période de vacances scolaires, un millier d'artistes et de responsables culturels dans une manifestation-meeting, ce n'était pas évident. Et pourtant, nous avons pleinement réussi, sans tensions ni vaines polémiques entre nous. Merci à tous.

2^{ème} constat : L'émergence – en quelques jours – d'un front commun, de l'Odéon à la Place du Palais Royal.

– À L'Odéon d'abord, où mercredi dernier plus d'une centaine de metteurs en scène – pour la première fois depuis la grande manifestation provoquée par la réforme Léotard – se sont mobilisés contre l'actuelle politique de désengagement de l'État. Leur rassemblement a été pour nous et pour l'ensemble du spectacle vivant d'une grande importance. Il a montré que le péril en la demeure ne concerne plus seulement les petits mais également ceux que l'on appelle les grands.

– Place du Palais Royal aujourd'hui où toutes les disciplines du spectacle vivant, le cinéma, les arts plastiques, le multimédia, l'éducation populaire et bien d'autres étaient présents avec le soutien de la quasi totalité des organisations professionnelles.

3^{ème} constat : La dimension hexagonale, et non seulement parisienne, de la mobilisation. Elle s'explique par le fait que les collectivités territoriales, qu'il s'agisse des municipalités, des départements et régions, sont de plus en plus alarmées par ce désengagement non concerté de l'État.

Quelles propositions politiques pour la suite ?

Comment capitaliser cette mobilisation, « naissante » pour les plus jeunes, « renaissante » pour les plus anciens? Eh bien oui, le plus dur reste à faire. Il ne s'agit pas seulement d'être unis comme aujourd'hui, ni même de « rester unis » mais « d'avancer ensemble » et cela bien au delà des échéances électorales immédiates ou de celle, plus lointaine, qui se compte sur les cinq doigts de la main.

Soyons lucides : l'action commune dans le spectacle vivant fait souvent appel à la génération spontanée. Tel fut en quelque sorte le cas avant-hier avec succès à l'Odéon où aujourd'hui sur cette Place du Palais Royal.

Oui, soyons lucides. Nous ne sommes plus dans l'éphémère. Nous affrontons une crise qui de grave, de très grave, est devenue gravissime. Elle s'attaque désormais

aux fondamentaux, à commencer par le désengagement de l'État, non seulement dans son rôle de financeur mais aussi dans son rôle de régulateur, au sein du spectacle vivant, en laissant insidieusement s'instaurer – il faut bien habituer les esprits – une culture à deux vitesses pour reprendre l'expression d'Arnaud Meunier:

– d'un côté celle soutenue par l'État, qui vise progressivement à se recentrer sur quelques grands équipements prestigieux,

– de l'autre, une culture « abandonnée » aux collectivités territoriales que le peu respectueux jargon bureaucratique qualifie – je cite – de « réseaux secondaires ou intermédiaires ».

Alors, comment continuer à avancer ensemble ? Certainement pas en recherchant un hypothétique consensus tant sont différentes nos disciplines, nos statuts, nos pratiques artistiques et souvent – il faut bien le dire – nos conceptions de la lutte.

Avancer unis, ce n'est pas cacher nos diversités, nos divergences, ni se réfugier derrière une unité de façade trop souvent tenue en échec par notre difficulté à surmonter ce que nous appelons entre nous – et j'y inclus l'Ufisc – nos « egos organisationnels ».

L'important – je le souligne encore – n'est pas d'aller à la recherche d'un hypothétique consensus. Ce n'est pas notre culture. Il repose trop souvent sur des compromis, voire des compromissions, suivis de procès d'intention y compris – nous le savons bien – au sein de nos propres structures. Non, l'important est de dégager des convergences – j'insiste sur le terme – sur lesquelles concentrer nos énergies communes, chacun reprenant son autonomie lorsqu'il y a divergence, qu'il s'agisse de la méthode ou du fond.

Quelles suites donc ? Des idées ont fusé ici et là mais ne nous précipitons pas. Ne cédon pas, sous prétexte d'efficacité immédiate ou dans l'euphorie du moment, à la tentation de créer – un de plus – je ne sais quel appareil pyramidal de mobilisation. Non, il nous faut pour l'instant continuer, comme nous l'avons fait depuis le début de l'Ufisc et en particulier ces derniers temps, à fonctionner en réseau d'échange d'informations, de mutualisation des idées et des initiatives pour que nos énergies, se nourrissant et se renforçant les unes les autres, forment un réseau durable. Durable car, je le répète, la lutte sera longue, mais aussi un réseau tolérant, ce qui veut dire allergique à nos lassantes querelles de chapelles.

Et pour finir, un seul mot d'ordre pour l'avenir : « Mobilisation générale » comme aujourd'hui en province, en Ile de France et à Paris. Oui, mobilisation générale « pour la sauvegarde de la diversité artistique et culturelle en danger » !